

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Assemblée nationale : Murielle Minkoue-Mintsa défend la création du Contrôle général de l'État

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

Après un petit retard à l'allumage, le travail des députés consistant à voter les lois, consentir l'impôt et contrôler l'action du gouvernement a véritablement démarré. En atteste la récente audition de la ministre de la Réforme des institutions, Murielle Minkoue-Mintsa. Face aux membres de la Commission des Lois, des Affaires administratives et des droits de l'Homme, cette dernière a défendu deux ordonnances.

La première porte sur la suppression de l'Autorité nationale de vérification et d'audit (Anavéa). Un outil de bonne gouvernance, créé en août 2020, mais ayant

rapidement montré ses limites. Face à ce constat déplorable, le gouvernement de la Transition a donc suggéré à la première Chambre du Parlement, sa suppression pure et simple. Dans la même foulée, elle a présenté une seconde ordonnance portant création, attributions et organisation du Contrôle général de l'État (CGE). Lequel CGE devra se muer, selon la ministre de la Réforme des institutions, en Autorité administrative indépendante. L'objectif visé étant de s'arrimer à la volonté du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) et par la même occasion de réprimer la corruption, les crimes économiques et financiers ainsi que l'impunité qui gangrène l'administration gabonaise.



Photo: Sylvain MAGANGA

**La ministre de la Réforme des institutions défendant l'ordonnance portant création du Contrôle général de l'État (CGE).**

De plus, ladite ordonnance permettra de contrôler et procéder aux inspections de l'exécution du budget de l'État, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor ainsi que des budgets des

collectivités locales et services personnalisés ou organismes de toute nature faisant appel de façon directe ou indirecte, à l'apport financier de l'État.

Au cours des échanges, certains

députés ont émis des inquiétudes au sujet de l'existence de structures de même genre, mais également l'absence d'évaluation des activités de l'Anavéa, durant ses trois années d'existence.

## L'USD renoue avec le terrain

Le parti de Jean de Dieu Ekwaghe Anzele a par la même occasion salué les initiatives du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

CNB  
Libreville/Gabon

Comme plusieurs formations politiques qui, au petit matin du 30 août 2023, ont mis leurs activités en veilleuse, l'Union pour la solidarité et le développement (USD) renoue avec le terrain. Cela à la faveur de la rentrée politique que cette formation politique se réclamant du "courant des partis de gauche", a effectuée, samedi dernier à Libreville. Profitant de l'occasion, son président, Jean de Dieu Ekwaghe Anzele, s'est fait le devoir de retracer le contexte socio-politique et économique ayant conduit "à la prise du pouvoir par nos forces de défense et de sécurité". Le climat délétère, la grogne sociale, la vétusté sociétale, la mauvaise gouvernance, le chômage endémique, ainsi que la vie chère "ont constitué, à n'en point douter, une conjonction d'éléments



**Le leader du l'USD et quelques militants s'inscrivent dans la droite ligne des actions posées par le CTRI.**

favorables à ce coup de force de notre armée", a-t-il souligné.

Non sans saluer quelques initiatives sociales, sociétales et environnementales qui ont été "prises par le Comité pour la transition et la restauration des institutions". Entre autres, l'apurement d'une partie de la dette extérieure "en un laps de temps court, montre à suffisance la volonté inoxydable des membres de la Transition quant au respect des engagements internationaux". Revenant sur le communiqué 0024, octroyant aux PME gabonaises les marchés publics à hauteur de 150 millions, Jean de Dieu Ekwaghe Anzele a salué la mesure. Tout en souhaitant que les marchés publics frappés de la préférence nationale, soient également associés des critères de performance. "Ceci, pour favoriser une fois de plus les entreprises des nationaux", a indiqué le leader de l'USD.

## Les "Démocrates libres" : pour un rapprochement stratégique avec d'autres formations politiques

Prissilia. M. MOUITY  
Libreville/Gabon

Le 2 décembre dernier, se tenait à Libreville, la première journée de réflexion du parti politique "Les Démocrates libres" (LDL). Il s'est agi pour les militants de cette formation politique dirigée par le Dr Séraphin Akure Davain, de dresser le bilan de leurs activités, mais aussi évoquer ses perspectives.

Malgré son jeune âge, le parti "Les Démocrates libres" a fait bonne figure quant à l'analyse des tendances données par chacun des candidats aux dernières élections législatives et locales. Les participants à ces travaux ont, selon le déroulé conduit par le secrétaire général du parti, Prince Joumas Mabignath, établi une synthèse de leurs activités avant, pendant et après les élections générales. Non sans faire des suggestions afin d'optimiser l'action du parti. Au nombre des perspectives dudit parti, on note entre autres : la reprise de la structuration du parti dans les localités où il avait présenté des candidats aux locales



Photo: SNI

**Séraphin Akure Davain face aux militants de son parti.**

et aux législatives ; une formation de base sur l'idéologie et les fondements du parti ; la vulgarisation des statuts et des règlements financiers et intérieurs ; la formation des militants et des responsables du parti pour un renforcement des capacités sur le patriotisme et les fondamentaux du parti. Il faut par ailleurs souligner que LDL opte pour des

rapprochements stratégiques avec d'autres formations politiques... Clôturant les travaux de la journée de réflexion, Séraphin Akure Davain a rappelé au CTRI, dirigé par le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, la disponibilité, l'engagement et la participation active de sa formation politique quant à la refondation du Gabon.